



## EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### SÉANCE DU 06 JUILLET 2022

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
21	21	20 + 1 P

*L'an deux mille vingt-deux, le six juillet, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans la salle du Conseil Municipal à La Londe les Maures, sous la présidence de Monsieur François de CANSON, Président.*

#### OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 86/2022

SIGNATURE D'UNE CONVENTION  
DE DELEGATION DE MAITRISE  
D'OUVRAGE POUR LA  
REHABILITATION DE LA TOITURE  
DE BATIMENT DE L'ANCIENNE  
POSTE A PIERREFEU-DU-VAR  
ABRITANT L'ANTENNE FRANCE  
SERVICES

**PRÉSENTS** : François de CANSON, Président - Patrick MARTINELLI, 1<sup>er</sup> Vice-président - François ARIZZI, 2<sup>ème</sup> Vice-président - Bernard MOUTTET, 3<sup>ème</sup> Vice-président - Gil BERNARDI, 4<sup>ème</sup> Vice-président - Christine AMRANE, 5<sup>o</sup> Vice-présidente - Daniel MONIER, Conseiller Communautaire - Gisèle FERNANDEZ, Conseillère Communautaire - Véronique PIERRE, Conseillère Communautaire - Gérard CABRI, Conseiller Communautaire - Marie-Noëlle MARTEDDU, Conseillère Communautaire - Bénédicte LEROY, Conseillère Communautaire - Robert LUPI, Conseiller Communautaire - Nicole SCHATZKINE, Conseillère Communautaire - Cécile AUGÉ, Conseillère Communautaire - Bernard MARTINEZ, Conseiller Communautaire - Charlotte BOUVARD, Conseillère Communautaire - Jean-Laurent FELIZIA, Conseiller Communautaire - Jean-Bernard KISTON, Conseiller Communautaire - Priscilla BRACCO, Conseillère Communautaire.

**REPRÉSENTÉ(S)** : Monsieur Gérard AUBERT, pouvoir à Monsieur François de CANSON, Président.

**ABSENTS** : Néant.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame Cécile AUGÉ, Conseillère Communautaire.

**RAPPORTEUR** : Monsieur François de CANSON, Président.

Dans le cadre du déploiement de l'accessibilité aux services à la population de Méditerranée Porte des Maures, la Communauté de communes et la commune de Pierrefeu-du-Var ont décidé d'implanter une antenne France Services dans une partie du bâtiment dit « PTT PIERREFEU », situé Place Urbain Sénès à Pierrefeu-du-Var et dont la commune est propriétaire.

Le bâtiment concerné, d'une surface totale de 159 m<sup>2</sup> environ, ne sera en effet utilisé que partiellement pour l'antenne France Services (73 m<sup>2</sup> de bureaux et extérieur et 15 m<sup>2</sup> de cave rendue inaccessible du fait de l'occupation). L'autre partie du bâtiment sera utilisée par la commune (71 m<sup>2</sup>).

Outre le rez-de-chaussée consacré à l'antenne France Services, la toiture du bâtiment doit être réhabilitée en totalité et l'opération ne peut donc pas être scindée pour des contraintes techniques de concomitance de réalisation des travaux.

Aussi, dans un souci de conduite optimale de l'opération et afin de garantir la cohérence de l'ensemble des travaux sous la conduite d'un seul maître d'ouvrage, il apparaît souhaitable que la Communauté de communes puisse réaliser les travaux sur la toiture pour le compte de la commune.

A cet effet, un procès-verbal de mise à disposition partielle du bâtiment concerné par le projet a été acté entre les deux parties pour une superficie d'environ 73 m<sup>2</sup>.

Les travaux à entreprendre sur le bâtiment à rénover concernent notamment :

- La rénovation et l'aménagement intérieur du rez-de-chaussée du bâtiment s'agissant des futurs locaux France Services,
- La mise aux normes de l'ensemble des réseaux,
- Le changement de la toiture.

Ainsi, la Commune propose de déléguer sa maîtrise d'ouvrage pour permettre à la Communauté de communes de réhabiliter la toiture pour son compte et en son nom. Cette délégation sera contractualisée via la convention jointe à la présente, qui détermine les droits et obligations de chacune des parties pour la réalisation du projet.

Pour mémoire, les montant des investissements dédiés à l'installation de l'annexe France Services et à la réhabilitation de la toiture devront s'inscrire dans l'enveloppe de 200 000 euros toutes taxes comprises (études, maîtrise d'œuvre, travaux d'aménagement, ameublement, équipement).

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5214-16,

**VU** les statuts de la CCMPM,

**VU** le projet de convention annexé,

**CONSIDÉRANT** que la rénovation de la toiture du bâtiment est un préalable nécessaire à l'implantation d'une antenne France Services,

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ,  
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

VOTE: Unanimité 21 VOIX POUR (20 + 1 pouvoir)

### DECIDE

- **D'APPROUVER** le rapport ci-dessus énoncé ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté de communes à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Pierrefeu-du-Var ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté de communes à solliciter toutes les subventions ou aides qui pourraient aider à la réalisation du projet ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté de communes à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de cette délibération.

Fait à La Londe Les Maures, les Jour, Mois et An que dessus,  
Pour Extrait Conforme,

Le Président,  
Maire de La Londe Les Maures,  
Vice-président de la Région  
Provence Alpes Côte d'Azur,  
**François de CANSON**



#### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

La présente délibération du Conseil Communautaire peut faire l'objet d'un recours administratif près le tribunal administratif de TOULON - 5 rue Racine - CS 40510 - 83041 TOULON CEDEX 9 - dans les DEUX MOIS à partir de sa publicité. Elle peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté de communes « Méditerranée Porte-des-Maures » - 83250 la Londe-les-Maures ou d'un recours hiérarchique auprès de M. le Préfet du Var dans les DEUX MOIS à partir de la publicité de la présente DCM. Cette démarche prolonge le délai de recours près le tribunal administratif qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.